



Rapport financier intermédiaire amendé Premier trimestre se terminant le 30 septembre 2010

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Bien que nos résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ne soient pas prodigieux, ils marquent un tournant par rapport aux résultats des trimestres précédents, qui affichaient des diminutions successives des ventes et des pertes nettes croissantes. Lors du trimestre, les ventes et le BAIIA ont augmenté par rapport au trimestre précédent, tandis que la perte nette a diminué. La marge bénéficiaire brute du trimestre est également maintenue à 29,8 %, ce qui est plus élevé que lors des trois trimestres précédents, et est identique au niveau de marge brute enregistré lors du premier trimestre de l'exercice précédent, soit avant que les effets de la récession ne commencent à se faire ressentir.

Si les résultats de notre exercice fiscal 2010 sont en deçà de nos objectifs, principalement en raison de la récession et de la conjoncture économique, l'exercice 2010 a toutefois été marqué par le renforcement de notre modèle d'affaires : nous avons développé un secteur d'activités axé sur le service après-vente et les produits consommables, mis en place un programme de réduction des coûts, étoffé notre force de vente interne et externe et créé une coentreprise en Inde. Ces actions structurantes, toutes mises en place au cours de l'exercice 2010, ont ouvert la voie au changement de tendance que marquent les résultats de ce trimestre.

La diversité de notre offre commerciale . qui combine les revenus de ventes d'équipement et de systèmes à une solide base de services après-vente et produits consommables générant des marges plus élevées et un cycle de ventes plus court . apporte plus de prévisibilité aux revenus de la Société, ainsi que des marges plus élevées. Le niveau inhabituellement bas de revenus provenant des ventes d'équipement et de systèmes ainsi que la proportion plus élevée de revenus de projets industriels sont également des facteurs ayant contribué à l'augmentation de cette marge. À 1,98 M\$, les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux pour le trimestre marquent également un changement de tendance, revenant au niveau enregistré au premier trimestre de l'exercice précédent, après trois trimestres d'augmentations successives. Le niveau de frais généraux enregistré pour le trimestre est conforme au niveau prévu dans le budget du plan stratégique élaboré en début d'exercice par la direction.

Le BAIIA¹ pour le trimestre a atteint (81 991 \$), contre (72 860 \$) pour la période terminée le 30 septembre 2009. Pour ce même trimestre, le BAIIA ajusté (excluant la perte de change non matérialisée (nulle) et la rémunération à base d'actions de (25 764 \$)) est élevé à (56 227 \$). La direction estime que le BAIIA enregistré au cours de ce trimestre est encourageant, car il n'est pas loin de renouer avec le positif . une priorité qui sera sans doute bientôt possible de concrétiser au fur et à mesure que nos ventes totales augmentent.

¹ Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est une mesure de performance qui n'est pas établie conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et ne constitue pas un remplacement du bénéfice net. Comme il se peut que le BAIIA ne soit pas calculé de la même façon par toutes les entreprises, il se peut que le résultat de la Société ne puisse être directement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

Notre carnet de commandes se levait à 14,3 M\$ au 30 septembre 2010. Le carnet de commandes se compose uniquement de ventes de systèmes et d'équipement et n'inclut ni les ventes de services et produits consommables ni le carnet de commandes de H₂O Innovation India. Notre carnet de commandes est plus élevé qu'il ne l'était il y a un an; mais, fait capital, le ratio de nouvelles commandes d'équipement et de systèmes sur la facturation de projets d'équipement et de systèmes est trois fois plus élevé qu'il ne l'était pour la période correspondante de l'exercice 2010. Comme cela a été le cas au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice précédent, nous avons obtenu plus de nouvelles commandes d'équipement et de systèmes que nous n'avons enregistré de revenus de même nature . une tendance encourageante et qui pourrait laisser entrevoir des revenus plus élevés dans le secteur des ventes d'équipement et de systèmes au cours des trimestres à venir. Des informations plus détaillées et une analyse plus approfondie sont disponibles dans le rapport de gestion.

H₂O Innovation India, notre coentreprise de Mumbai, en Inde, est également en situation prometteuse pour les prochains trimestres. Si ses revenus sont encore très bas (sa création est toute récente), son carnet de commandes pour les équipements et systèmes se lève déjà à environ 3 M\$ au 30 septembre 2010 . seulement huit mois après le début de ses activités. Ce carnet de commandes laisse présager que les revenus de H₂O Innovation India seront à la hausse au cours des prochains trimestres, lorsque débiteront la fabrication et la livraison des projets obtenus.

Tout au long de l'exercice 2011 et au-delà, nous continuerons à porter une attention toute particulière à l'exécution des projets et au contrôle des coûts. Parallèlement, nous poursuivrons le développement de nos deux secteurs d'activités (équipement et systèmes d'une part, produits consommables d'autre part) en Amérique du Nord et à l'international en mettant à profit l'extensibilité de notre modèle d'affaires et la complémentarité de nos secteurs afin de générer croissance et rentabilité. À plus longue échéance, nous chercherons également à mettre en place de nouveaux partenariats ou de nouvelles alliances stratégiques à l'international si des opportunités se offrent à nous.



Frédéric Dugré
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010, en comparaison avec la période correspondante terminée le 30 septembre 2009, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer le bilan au 30 septembre 2010 à celui du 30 juin 2010. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qui est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « s'attendre », « croire », « estimer » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 21 septembre 2010. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société et ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des systèmes de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

Forte de plus de 10 ans d'expérience dans les solutions de traitement de l'eau, H₂O Innovation s'affirme en tant que acteur de premier plan dans le domaine des technologies propres et du développement durable. H₂O Innovation conçoit, fabrique et implante des systèmes sur mesure de traitement de l'eau potable, de recyclage d'eau, de dessalement, d'assainissement des eaux usées et de production d'eaux de procédés industriels pour les marchés municipal et communautaire, commercial, industriel, minier et énergétique. De plus, H₂O Innovation offre une gamme complète de solutions d'exploitation et d'entretien des systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. H₂O Innovation est également partenaire fondateur de H₂O Innovation India, une coentreprise avec Chembond Chemicals de Mumbai, Inde. H₂O Innovation compte environ 100 employés et dispose de huit places d'affaires dont trois usines de fabrication et d'assemblage au Canada et aux États-Unis.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Principales données financières (non vérifiées)

Exercices terminés les 30 septembre	2010	2009
	\$	\$
Ventes	6 339 866	8 406 610
Bénéfice brut	1 892 945	2 508 684
Marge bénéficiaire brute	29,8%	29,8%
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	1 988 547	2 032 132
Perte nette	(647 406)	(642 688)
Perte nette de base et diluée par action	(0,011)	(0,012)
BAIIA	(81 991)	(72 860)

Produits et bénéfice brut

Au cours du premier trimestre de ce nouvel exercice financier, les produits générés ont été à la fois affectés par la crise financière qui tend à se résorber mais aussi par un léger ralentissement saisonnier relié à la période estivale, habituellement plus lente au regard de la livraison d'équipements et de systèmes de traitement d'eau.

Le tableau qui suit présente l'évolution de nos produits et des nouvelles commandes ainsi que la fluctuation de notre carnet de commandes au cours des cinq derniers trimestres. Cette analyse montre bien comment nous avons progressé dans un contexte économique volatile et comment notre modèle d'affaires combinant ventes d'équipements et ventes de produits consommables nous permet de mieux résister aux fluctuations.

	Exercice 2010				Exercice 2011
	T1	T2	T3	T4	T1
Carnet de commandes	13,4 M\$*	9,8 M\$	14,5 M\$	14,7 M\$	14,3 M\$
Commandes d'équipements et systèmes	2,7 M\$	4,2 M\$	5,8 M\$	6,7 M\$	3,7 M\$
Ventes d'équipements et systèmes	6,1 M\$	4,7 M\$	3,6 M\$	3,1 M\$	3,5 M\$
Ratio commandes / ventes	0,4	0,9	1,6	2,2	1,2
Ventes de services et produits consommables	2,3 M\$	2,4 M\$	2,7 M\$	2,8 M\$	2,8 M\$
Ventes totales	8,4 M\$	7,1 M\$	6,3 M\$	5,9 M\$	6,3 M\$

* Après l'annulation du contrat de 9,4 M \$ par PCOSI.

Conséquemment, les ventes pour ce premier trimestre se lèvent à 6,3 M\$ comparativement à 8,4 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Malgré une diminution des ventes totales de 2,1 M\$, celles-ci affichent une relative stabilisation au cours des trois derniers trimestres (T3 et T4 de l'exercice 2010, et T1 de l'exercice 2011), ce qui marque l'arrêt des diminutions successives enregistrées au début de l'exercice 2010. Ce revirement est en partie relié à l'obtention de nouvelles commandes mais aussi à l'apport soutenu des ventes de services et de produits consommables.

La progression soutenue de nos revenus de nature récurrente contribue directement à maintenir une marge bénéficiaire élevée. Pour ce premier trimestre, les revenus provenant de la vente de services et de produits consommables ont atteint 2,8 M\$ comparativement à 2,3 M\$ à pareille date l'an dernier. Cette progression tire ses origines des initiatives d'affaires que nous avons prises, dont l'intégration de Professional Water Technologies (« PWT ») acquise en juin 2009, mais aussi de la mise en service de nouveaux systèmes qui requièrent l'utilisation de produits consommables dès leur démarrage.

La composition des produits représente un facteur stratégique qui est directement relié au bénéfice brut, à la volatilité des revenus et à la croissance de l'entreprise. Ainsi, la recherche d'une diversification des revenus initiée il y a environ 2 ans commence à porter ses fruits. La marge bénéficiaire brute du trimestre s'est maintenue à 29,8 %, comme lors du premier trimestre de l'exercice précédent et ce, en dépit d'une diminution des ventes totales. L'apport grandissant des ventes de services et produits consommables contribue à minimiser l'impact relié aux fluctuations des ventes d'équipements et de systèmes.

La diminution des ventes totales, particulièrement celles liées aux équipements, entraîne une réduction nominale du bénéfice brut, qui est passé de 2,5 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2010 à 1,9 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2011.

Le carnet de commandes, composé uniquement des ventes de systèmes et d'équipements, a progressé de 13,4 M\$ à 14,3 M\$ pour les périodes se terminant les 30 septembre 2009 et 2010 respectivement. La progression du carnet de commandes au cours des 12 derniers mois est soutenue par un niveau grandissant de nouvelles commandes, démontrant des signes positifs de reprise économique et d'une hausse probable de nos revenus pour les trimestres à venir. L'obtention de nouveaux contrats au cours de ce premier trimestre s'élevait à 3,7 M\$ comparativement à 2,7 M\$ pour la période équivalente de l'exercice précédent. Conséquemment, l'évolution du ratio des nouvelles commandes sur les revenus provenant de la vente d'équipements et de systèmes laisse entrevoir la possibilité d'une augmentation probable du chiffre d'affaires au cours des prochains trimestres, dans l'hypothèse que les ventes de services et de produits consommables demeurent stables.

Charges d'exploitation

Les frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux sont demeurés stables à 1,98 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 comparativement à celui terminé le 30 septembre 2009. Les frais généraux de ce trimestre ont notamment été animés de trois importantes expositions et conférences auxquelles la Société a participé en tant qu'exposant. Une activité marketing aussi importante n'est pas prévue pour les prochains trimestres de l'exercice 2011.

À la suite du plan de réduction de coûts annoncé le printemps dernier, la Société commence à tirer profit de cette réorganisation. En effet, les charges d'exploitation de 2,4 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice financier 2010 ont diminué à 1,98 M\$ au premier trimestre de l'exercice de 2011. Notons que certaines terminaisons d'emploi ont pris effet au cours du trimestre et que l'impact supplémentaire de réduction des frais devrait se faire sentir au cours des prochains trimestres de l'exercice.

L'augmentation de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles pour ce trimestre comparativement à celui de l'exercice précédent s'explique principalement par l'ajout d'améliorations locatives reliées à nos installations de production de produits chimiques PWT à notre usine en Californie. Ces améliorations réalisées presque entièrement pendant le trimestre devraient permettre d'accroître significativement notre productivité et notre efficacité tout en assurant une production des plus sécuritaires.

D'autre part, la diminution de la charge d'amortissement des actifs incorporels pour la période se terminant le 30 septembre 2010 comparativement à celle équivalente de l'exercice 2010 s'explique par l'impact de la dépréciation de 1,8 M\$ des actifs incorporels enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

À ce jour, la direction n'est au fait d'aucun facteur ou indice pouvant affecter la valeur des actifs incorporels ni de la recouvrabilité des écarts d'acquisition.

BAIIA

Le BAIIA pour le trimestre a atteint (81 991 \$), contre (72 860 \$) pour la période terminée le 30 septembre 2009. Pour ce même trimestre, le BAIIA ajusté (excluant la perte de change non matérialisée (nulle) et la rémunération à base d'actions de (25 764 \$)) est élevé à (56 227 \$). La direction estime que le niveau de BAIIA enregistré au cours de ce trimestre est encourageant, car il n'est pas loin de renouer avec le positif. Une priorité qui sera sans doute bientôt possible de concrétiser au fur et à mesure que nos ventes totales augmentent.

Autres revenus et dépenses

Le reclassement des opérations étrangères de la Société, qui passent d'intégrées à autonomes (tel qu'expliqué ci-dessous dans la section « Changements comptables »), élimine la perte de change non matérialisée de 121 631 \$ et dégage un gain de change matérialisé de 7 663 \$ au 30 septembre 2010, comparativement à une perte de change principalement non matérialisée de 552 973 \$ au 30 septembre 2009.

Les frais d'intérêts sur la dette à long terme s'élevaient à 187 120 \$ au 30 septembre 2010. Ces frais se rapportent à la dette à long terme ainsi qu'à la débenture convertible. De ce montant, 54 875 \$ représentent la portion des intérêts théoriques et non monétaire sur ces mêmes dettes et débentures.

Perte nette

Au premier trimestre de l'exercice 2011, la Société affiche une perte nette de (647 406 \$) ou (0,012 \$ par action), comparable à la perte de (642 688 \$) ou (0,012 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice 2010.

Engagements contractuels

La Société est engagée d'après des contrats de location échéant en 2010, 2012, 2013 et 2017 à verser un montant de 1 850 629 \$ pour les locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 452 911 \$ en 2011, 377 614 \$ en 2012, 298 304 \$ en 2013, 186 328 \$ en 2014 et 190 811 \$ en 2015.

Information sur le capital-actions

En date du 30 septembre 2010, 60 120 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Aucune action n'a été émise au cours de ce trimestre.

En ce début de nouvel exercice financier, la Société a annoncé le 22 septembre 2010 l'octroi de 1 745 000 options d'achat d'actions à son personnel clé, le tout conformément aux termes et conditions du régime d'options d'achat d'actions de la Société. Cet octroi a pour but de mettre en place un plan d'intéressement et de compensation afin de fidéliser le personnel et l'inciter au rendement dans le cadre du développement à long terme de la Société et de l'accroissement de valeur des actionnaires. Chaque option donne à son détenteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,50 \$ avant le 21 septembre 2020; les périodes d'acquisition vont de deux à quatre ans.

SITUATION FINANCIÈRE

Avant la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation, les **activités d'exploitation** ont utilisé des fonds de 224 399 \$ pour la période terminée le 30 septembre 2010, comparativement à une utilisation de fonds de 244 788 \$ pour la même période terminée le 30 septembre 2009.

Pour ce premier trimestre, les **activités d'investissement** ont nécessité des liquidités nettes de 480 694 \$ s'expliquant d'une part par l'acquisition d'immobilisations nécessaires à l'accroissement de productivité de l'usine de production de produits chimiques PWT en Californie. La majeure partie de ces travaux ont été complétés au cours du premier trimestre de l'exercice 2011 et les gains de productivité et d'efficacité devraient se faire sentir au cours des prochains trimestres. D'autre part, des versements liés à des contreparties conditionnelles relatifs à des acquisitions antérieures s'élevant à 385 875 \$ ont été effectués au cours du trimestre.

Les **activités de financement** ont généré des liquidités nettes de 1 494 330 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2011 comparativement à l'utilisation de fonds de 218 750 \$ pour la même période terminée le 30 septembre 2009. La hausse des fonds générés par les activités de financement est principalement causée par l'utilisation de l'emprunt bancaire s'élevant à 1 545 321 \$.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non vérifiée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le			
	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009
Produits	6 339 866	5 921 355	6 312 349	7 087 242
BAIIA	(81 991)	(785 178)	(980 271)	(982 737)
Bénéfice net (Perte nette)	(647 406)	(6 220 440)	(1 558 567)	(1 576 222)
BPA de base et dilué	(0,011)	(0,113)	(0,028)	(0,029)

	Périodes de trois mois terminées le			
	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 décembre 2008
Produits	8 406 610	7 322 452	8 797 872	9 546 009
BAIIA	(72 860)	(1 301 902)	1 180 650	1 206 766
Bénéfice net (Perte nette)	(642 688)	(1 067 448)	684 423	727 148
BPA de base et dilué	(0,012)	(0,022)	0,014	0,015

GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres, la dette à long terme et la débenture convertible diminuée de l'encaisse et des placements détenus à des fins de transaction et jusqu'à échéance. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables que nous utilisons sont les mêmes depuis le 30 juin 2010, à l'exception du reclassement des opérations étrangères de la Société, tel qu'expliqué dans la section suivante. Pour une description complète de nos principales conventions et estimations comptables, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés au 30 juin 2010.

CHANGEMENTS COMPTABLES

Dans ses états financiers intermédiaires de l'exercice 2011 pour les périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010, la direction avait reflété les opérations étrangères de la Société comme étant intégrées. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, elle a complété une analyse détaillée de la nature de ses opérations étrangères et de leur environnement. Suite à cette analyse, il apparaît que des changements notables sont survenus au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux opérations étrangères. Ces changements notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux opérations étrangères de la Société. Les opérations étrangères ont donc été reclassées, passant d'intégrées à autonomes, et les états financiers intermédiaires amendés des périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010 ont été redéposés le 12 mai 2011.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » dans la section relative aux capitaux propres. La conversion applicable aux entités canadiennes demeure inchangée.

Les ajustements résultant de la conversion appliquée aux filiales étrangères et à la coentreprise de la Société au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Cette modification est appliquée de manière prospective à compter du 1^{er} juillet 2010. Les états financiers intermédiaires des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010 ont été amendés en conséquence et redéposés; ils contiennent des informations sur les effets de ce changement comptable.

Les tableaux suivants présentent les changements les plus importants apportés aux états financiers du trimestre terminé le 30 septembre 2010 :

Premier trimestre terminé le 30 septembre 2010 - Impact sur le bilan consolidé	
ACTIFS	
Baisse des actifs à long terme	(\$381 190)
AVOIR DES ACTIONNAIRES	
Baisse du déficit	(\$182 207)
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu	\$563 397
Impact net	\$381 190

Premier trimestre terminé le 30 septembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés	
DÉPENSES	
Baisse des dépenses	\$52 193
Baisse de la perte de change	\$129 294
Baisse de la perte nette	\$182 207

Le changement comptable n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés des flux de trésorerie de la Société pour le trimestre terminé les 30 septembre 2010.

Pour une description complète des changements apportés aux états financiers des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010, veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés redressés redéposés le 12 mai 2011.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Normes comptables à adopter ultérieurement

Le CICA a publié les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 :

- Le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », qui remplace l'ancien chapitre 1581 du même nom, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».
- Le chapitre 1601 « États financiers consolidés », qui remplace l'ancien chapitre 1600 du même nom, définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.
- Le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ». Ce nouveau chapitre définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».

La Société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des Normes Comptables (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année civile 2011, l'adoption anticipée étant permise à compter de l'année civile 2009. Le basculement vers les IFRS sera exigé, pour la Société, pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comptent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

Un plan de mise en œuvre pour la conversion aux IFRS est en cours de élaboration. Les activités prévues conformément à ce plan incluent l'identification et la documentation des différences existantes entre les IFRS et les PCGR du Canada en matière de comptabilisation et d'informations à fournir, le choix des conventions comptables en vertu des IFRS, y compris l'examen des options disponibles en vertu de l'IFRS, l'établissement des incidences liées à la conversion sur les contrôles internes, les systèmes comptables et d'autres solutions et processus d'affaires, et le développement d'un programme de formation visant à aider les employés concernés aux fins de la transition et de la conformité continue aux IFRS.

La Société a décidé de basculer aux normes IFRS le 1^{er} juillet 2011. Certains choix autorisés selon les IFRS sont actuellement en analyse.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 30 septembre 2010, la Société était liée à des arrangements hors bilan consistant en des lettres de crédit s'élevant à 1,26 M\$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates de l'exercice 2012. Dans ces lettres de crédit, 1 M\$ est garanti par un certificat de dépôt. Le solde, d'un montant de 0,26 M\$, a été garanti par *Exportation et Développement Canada*.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et le directeur des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Ces attestations ont été redéposées le 12 mai 2011, date à laquelle les états financiers redressés du premier trimestre de l'exercice 2011 ont été redéposés.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le directeur des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- “ l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- “ l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du directeur des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le directeur des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le directeur des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du directeur des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le directeur des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre, il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.